



**Erika Schnyder, syndique
Commune de Villars-sur-Glâne
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique
(Trente et unième billet, janvier 2014)**

Chères habitantes et Chers habitants de la Commune,

L'ANNEE 2014 débute sous de bons auspices pour Villars-sur-Glâne. Pour la première fois depuis que la gauche est majoritaire au Conseil communal (en 2006), le 8^{ème} budget, pour l'an 2014, est non seulement équilibré, mais aussi bénéficiaire. Certes, il ne s'agit pas de montants astronomiques, mais il est toujours plus confortable de s'appuyer sur des finances saines pour mener à bien la gestion du ménage communal. Il est vrai que, jusqu'ici, globalement, les budgets étaient déficitaires tandis que les comptes bénéficiaires, ce qui a permis de réduire sensiblement la dette communale (laquelle, même si elle n'est plus abyssale reste tout de même importante).

CETTE EMBELLIE ne plonge cependant pas le Conseil communal dans l'euphorie. Il y a plusieurs facteurs qui restent inquiétants, car non maîtrisables et volatiles. D'abord, ces dernières années, la tendance à la stagnation des rentrées fiscales des personnes physiques se confirme, et, pire, elle vire vers la baisse. En contrepartie, les rentrées fiscales des personnes morales affichent paradoxalement une santé arrogante. Le ménage communal repose donc de plus en plus sur l'apport que représentent les personnes morales sises sur le territoire de notre Commune. Outre le fait que Villars-sur-Glâne génère plus du 40% des rentrées fiscales des personnes morales du Canton, la Commune compte aussi un nombre important d'entreprises internationales, donc susceptibles de transférer leur siège hors de la Suisse du jour au lendemain.

LA REFORME de la fiscalité des entreprises, ensuite, actuellement en cours d'élaboration par le Conseil fédéral, mis sous pression de toutes parts, pourrait avoir un effet négatif sur la manne fiscale provenant de personnes morales, de manière directe, mais aussi indirectement par le biais de la péréquation inter-cantonale. En effet, les cantons qui bénéficient actuellement d'un régime très favorable aux entreprises étrangères devront revenir à une situation plus équilibrée au niveau suisse et donc s'exposer au risque de perdre des personnes morales et les apports fiscaux y relatifs, d'où une baisse de leur participation au régime péréquatif fédéral. A son niveau, le même risque guette les communes à forte implantation d'entreprises étrangères.

UN AUTRE SUJET d'inquiétude est l'attitude de la Suisse vis-à-vis de l'Europe. L'Union européenne reste – et de loin – le principal partenaire économique de la Suisse, mais actuellement les relations sont plutôt tendues entre les deux parties. Si la Suisse reste très attractive, au niveau des emplois, pour les ressortissants des Etats de l'UE, ceux-ci ont

largement contribué à la prospérité économique de notre pays. La réintroduction d'un système de contingent, comme le préconise l'initiative contre l'immigration, serait non seulement un frein au développement économique et à la croissance en Suisse (car elle manque cruellement de main d'œuvre, non seulement pour les travaux pénibles, mais aussi qualifiée) et prêterait les ressortissants suisses qui se rendent en Europe. Le retour des tracasseries administratives liées au séjour de ressortissants européens pénaliseraient les multinationales, qui seraient ainsi tentées de quitter tout simplement la Suisse, privant de ce fait la Confédération, les Cantons et les Communes de fonds non négligeables. La même problématique s'appliquerait aux entreprises suisses qui peineraient à recruter la main d'œuvre qui leur est indispensable et qui seraient de la sorte freinées dans leur développement.

POUR EN REVENIR à la Commune, au cours de cette année et de celles à venir, des investissements importants devront être réalisés : construction d'un bâtiment pour l'administration communale, d'un nouveau cercle scolaire, agrandissement de la Résidence Les Martinets, investissements d'infrastructures sportives, réfection des bâtiments communaux, des routes, de l'éclairage, développements de nouveaux quartiers, etc. Tous ces travaux généreront des coûts non négligeables que le Conseil communal devra maîtriser au mieux et pour lesquels il aura besoin de rentrées fiscales conséquentes. Par ailleurs, la constante hausse des dépenses liées – sur lesquelles les communes n'ont aucune maîtrise et aucune marge de manœuvres – reste un autre élément préoccupant et la surréglementation qui actuellement a cours, depuis une bonne dizaine d'années, non seulement plombe les dépenses communales, mais alourdit, le plus souvent inutilement, les charges imputables aux communes.

AUSSI c'est avec confiance, mais néanmoins vigilance que le Conseil communal entame cette nouvelle année et qu'il maintiendra sa politique de rigueur budgétaire, tout en assurant, comme jusqu'ici une qualité de vie optimale à ses habitants.

C'EST DANS CET esprit que je vous souhaite, Chères habitantes et Chers habitants de Villars-sur-Glâne, le meilleur pour 2014.

Erika Schnyder, syndique